

Désignation	Quantité
Luminaires Pilote RVCP	
- pour lampe tubulaire claire SHP : 70 W	50
150 W	142
Lampes sodium haute pression	
- tubulaires claires IRC < ou = 60	70 W IRC 51
	100 W IRC 5
	150 W IRC 152
	400 W IRC 1
- ovoïdes satinées	70 W 54
- substitution des lampes mercure	125 W mercure IRC 1033
	250 W mercure IRC 22
	400 W mercure IRC 1
Lampes vapeur de mercure IRC > 60	
125 W	3

et est destiné à la réalisation de l'opération 95-5 primée en la séance du 20 avril 1995.

Art. 3. - M. le Maire de Nouméa joindra à la déclaration en douane une copie du présent arrêté et une attestation de conformité visée par le Directeur du Service des Mines et de l'Energie, au regard de la finalité de ce matériel.

Art. 4. - Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

*Le Délégué du Gouvernement  
pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna,  
Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie,  
Dominique BUR*

Décision n° 4565-T du 17 novembre 1995 autorisant le versement de dotations aux provinces au titre du réajustement 1994

Le Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, Exécutif du Territoire,

Vu la loi modifiée n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ;

Vu la loi n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de Nouvelle-Calédonie et dispositions diverses relatives à ce Territoire ;

Vu la délibération modifiée n° 144 du 27 décembre 1990 relative aux modalités de détermination et de versement des dotations aux provinces et aux communes ;

Vu la délibération n° 526 des 14 et 15 décembre 1994 relative au budget 1995 du Territoire ;

Vu la délibération n° 1 du 7 novembre 1995 arrêtant les comptes 1994 du Territoire ;

Vu la délibération n° 2 du 7 novembre 1995 relative au budget supplémentaire 1995 du Territoire,

Décide :

Art. 1<sup>er</sup>. - Il sera versé aux provinces au titre du réajustement 1994 les sommes ci-après :

- dotation article 33 : 1.962.020.700 F,
- dotation article 35 : 123.569.600 F,

conformément au tableau annexé à la présente décision.

Art. 2. - La dépense est imputable au budget du Territoire - Exercice 1995, chapitre 970 "Charges et produits non affectés" :

Article 64054 "Participation aux provinces (Province Sud)"	981.010.350 F
Article 64055 "Participation aux Provinces (Province Nord)"	627.846.624 F
Article 64056 "Participation aux Provinces (Province Iles)"	353.163.726 F
Article 64058 "Participation aux Provinces (article 35)"	123.569.600 F

Pour le Délégué du Gouvernement,  
Haut-Commissaire de la République  
et par délégation :  
*Le Secrétaire Général de la Nouvelle-Calédonie,  
Laurent CAYREL*

Tableau de versement des dotations de réajustement 1994 aux provinces et aux communes

Libellés	Imputations budgétaires	Calendrier des versements		Totaux
		1 <sup>re</sup> fraction	2 <sup>e</sup> fraction	
Dotation article 33	970			
. Province des Iles	64056	176.581.863	176.581.863	353.163.726
. Province Nord	64055	313.923.312	313.923.312	627.846.624
. Province Sud	64054	490.505.175	490.505.175	981.010.350
		981.010.350	981.010.350	1.962.020.700
Dotation article 35	970			
. Province des Iles	64058	24.713.920		24.713.920
. Province Nord	64058	49.427.840		49.427.840
. Province Sud	64058	49.427.840		49.427.840
		123.569.600		123.569.600
Totaux		1.104.579.950	981.010.350	2.085.590.300

Arrêté n° 4573-T du 17 novembre 1995 fixant les limites des agglomérations de la commune du Mont-Dore

Le Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, Exécutif du Territoire,

Vu la loi modifiée n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ;

Vu la délibération n° 224 des 9, 10 et 11 juin 1965 portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage, ensemble les textes qui l'ont modifiée et pris pour son application, formant le code territorial de la route, notamment son article 44/3 ;

Vu l'arrêté n° 80-112 bis/CG du 25 mars 1980 modifié fixant la signalisation routière territoriale ;

Sur proposition du Maire de la commune du Mont-Dore,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les limites des agglomérations de la commune du Mont-Dore sont fixées comme suit :

1) Agglomération de Pont des Français :

- sur la RP 1, entre les PR 0,850 et 1,680,



- sur la RP 11, entre l'origine de la RP 11 et la limite communale Sud de l'agglomération de Nouméa.

2) Agglomération de Yahoué :

- sur la RP 11, limite communale Nord avec Nouméa,
- sur la RP 12, limite de la commune de Dumbéa (agglomération d'Auteuil).

3) Agglomération de La Conception :

- sur la RP 1, entre les PR 1,680 et 2,850.

4) Agglomération de Robinson :

- sur la RP 1, entre PR 2,850 et 4,000.

5) Agglomération de Boulari :

- sur la RP 1, entre les PR 4,000 et 5,220.

6) Agglomération de Saint Michel :

- sur la RP 1, entre les PR 5,220 et 6,900.

7) Agglomération de Plum

- sur la RP 1, entre les PR 17,500 et 21,900,
- sur la RP 2, entre les PR 13,100 et son extrémité sur la RP 1.

8) Agglomération du Vallon Dore :

- sur la RP 2, entre les PR 4,150 et 6,400.

9) Agglomération de Mont Dore Sud :

- sur la RP 2, entre les PR 6,400 et 10,500.

Art. 2. - Les limites des agglomérations, pour ce qui concerne les routes mentionnées ci-dessus, seront signalées par la pose de panneaux de type E1a et E1d.

Ces panneaux seront mis en place et maintenus en bon état par la commune du Mont-Dore.

Art. 3. - L'arrêté n° 82-193/CG du 30 mars 1982 portant définition des agglomérations de la commune du Mont-Dore est abrogé.

Art. 4. - Le Secrétaire Général de la Nouvelle-Calédonie et le Maire de la commune du Mont-Dore sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Délégué du Gouvernement,  
Haut-Commissaire de la République  
et par délégation :  
Le Secrétaire Général de la Nouvelle-Calédonie,  
Laurent CAYREL.

Arrêté n° 4575-T bis du 17 novembre 1995 réglementant provisoirement la circulation sur des routes domaniales ouvertes à la circulation publique

Le Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, Exécutif du Territoire,

Vu la loi modifiée n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ;

Vu la délibération n° 224 des 9, 10 et 11 juin 1965 portant règlement général sur la police de la circulation et du roulage, ensemble les textes qui l'ont modifiée et pris pour son application, formant le code territorial de la route, et notamment les articles 46/1 et 212 ;

Vu la demande de l'Association sportive automobile de Nouvelle-Calédonie en date du 18 septembre 1995 ;

Vu le bordereau n° 6010-2869/DE-SA en date du 24 août 1995 de la Province Sud ;

Vu l'avis favorable du Chef du Service des Domaines n° 3630-1496/D/JP/W2 en date du 6 septembre 1995 ;

Vu les impératifs de sécurité publique ;

Sur proposition du Directeur des Infrastructures, de la Topographie et des Transports Territoriaux,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Pour permettre le déroulement de la compétition automobile dénommée "Rallye international Shell Pacifique" organisée par l'Association sportive automobile de Nouvelle-Calédonie les 17, 18 et 19 novembre 1995, la circulation sera interdite dans la région de la Plaine des Lacs dans les conditions suivantes :

1) le samedi 18 novembre 1995 :

- de 13 h 00 à 16 h 00 sur le délaissé de l'ex RT 2 ter compris entre la RP 3 route de Yaté et le pont sur la rivière de "La Madeleine" (début de la RM 3 de Yaté).

2) le dimanche 19 novembre 1995 :

- de 10 h 30 à 14 h 30 sur la piste allant du lieu-dit "La capture" (extrémité de la RM 3 de Yaté) et passant par le "Lac en huit", "Le grand lac", "Le trou", le radier de la rivière "Koué", le col du relais de télévision, puis revenant à "La capture" en passant par "Le déversoir",

- de 12 h 30 à 15 h 30 sur le délaissé de l'ex RT 2 ter comme en 1) ci-dessus.

Art. 2. - Les usagers devront se conformer à la signalisation temporaire mise en place par l'organisateur et aux recommandations des commissaires de course placés à chaque extrémité des sections concernées.

L'organisateur prendra toutes dispositions pour s'assurer en tant que de besoin le concours de la gendarmerie.

Art. 3. - En raison de l'urgence, le présent arrêté sera notifié au représentant de l'organisateur et porté à la connaissance des usagers par toutes voies utiles, notamment par les services de gendarmerie.

De plus, l'organisateur aura à charge d'informer le public par diffusion dans la presse écrite et parlée les deux jours précédant la course, d'un communiqué avisant des jours et heures d'interdiction de circulation.